



Dans le Parti Communiste

## L'Exclusion de Ferrat

Il fallait s'y attendre, Ferrat est exclu. Cette exclusion dans la situation actuelle illustre tout à fait bien la lutte qui s'engage entre les praticiens de l'Union sacrée et les révolutionnaires prolétaires, entre les partisans de la collaboration de classe (que l'on recouvre pour les besoins de la cause du vocabulaire d'union de la nation française) et les partisans de la lutte de classes. C'est autour de ces questions que s'est faite l'exclusion.

Mais on ne discute pas avec les révolutionnaires prolétaires. On les exécute. Si Ferrat, plus conséquent que les autres, à l'instar de quelques membres éminents de la direction du P.C., avait proposé la collaboration au gouvernement ; si Ferrat, mais nous irions trop loin dans cette énumération qui marque les pires reniements et la grande trahison d'un parti qui fut communiste. Si Ferrat, en un mot, s'était fait le champion le plus farouche d'une politique impérialiste, alors il n'aurait pas été exclu. Il serait même resté un pontife.

Le cas Ferrat exprime un phénomène très profond dans le P.C. et dans la classe ouvrière.

C'est ce que nous ne cessons de répéter. Les masses sont révolutionnaires. Encore confuses. Mais déjà et surtout au travers des grèves de mai-juin derniers une phalange de militants prolétaires se lèvent et s'opposent à la collaboration de classe.

Nous reviendrons sur ce problème d'une manière plus précise. Pour

l'instant, bornons-nous à conseiller aux camarades de lire la brochure que Ferrat vient de publier.

Dans cette brochure, Ferrat n'expose pas une plate-forme politique, il défend des principes aussi élémentaires que celui de la lutte de classes, de négation de la défense nationale. C'est en effet cela qu'il faut rappeler aux dirigeants du P.C.

Mais nous croyons que maintenant une autre tâche se pose devant Ferrat et ses camarades (car, fort heureusement, il n'est pas seul), définir une plateforme politique, se prononcer sur la question du parti et de l'Internationale.

Dans la S. F. I. O. également un grand trouble se fait jour dans la Gauche ; la division s'accroît entre les ouvriers révolutionnaires et les arrivistes à la Pivert.

Les ouvriers commencent à abandonner les partis traitres. Ils ne doivent pas s'arrêter à mi-chemin. Le plus grand crime, de la part des militants qui les dirigent serait de conduire ce courant révolutionnaire dans le marais du centrisme. Un parti mi-figue mi-raisin, à mi-chemin, entre réformisme et le bolchévisme, serait un parti de dime-mesures et d'impuissance.

Nous le disons, ces camarades se trouvent devant ce dilemme : venir à la IV<sup>e</sup> Internationale ou végéter dans le centrisme de gauche.

Nous reviendrons sur cette question dans notre prochain numéro.

LEVALLOIS-PERRET

## Le travail de notre cellule

Depuis une semaine, dans notre localité essentiellement industrielle et prolétarienne, il existe une cellule du P.O.I. La douzaine de camarades qui la compose ont la ferme intention de s'attaquer résolument aux diverses et énormes tâches qui nous appellent. Nous avons quelques boîtes d'envergne qui réclament notre activité. Citroën, Hotchkiss, Million-Guiet, Houdaille, etc.

La cellule locale du P. O. I. n'a pas tardé à se faire connaître des diverses boîtes de Levallois où son travail était nécessaire. Un tract fut distribué au personnel de « Primitime » où était dénoncée la mauvaise foi de la Direction intéressée qui vient de constituer un syndicat patronal pour reprendre les divers avantages arrachés par le magnifique mouvement gréviste de ses employés, ces temps derniers. Ce mouvement fut déclenché par un de nos camarades, ce qui lui valut les pires calomnies, les plus dégoûtantes injures des dirigeants stalinien locaux. Ils oublient d'ajouter simplement que si notre camarade s'était occupé du mouvement revendicatif des ouvriers de « Primitime », c'était un peu la cause de leur carence lamentable. Les ouvriers et ouvrières de « Primitime » et « Voga », malgré les pires calomnies déversées sur ce camarade, lui conservent entièrement leur confiance. Ce qui constitue la plus belle réponse à nos « va-en guerre ».

Nous avons organisé le vendredi 31 juillet dernier, une réunion publique sur la lutte héroïque de nos frères espagnols, qui laissent comprendre qu'on n'exterminera pas les fascistes sans s'attaquer au régime qui l'engendre. La société bourgeoise et capitaliste. Seule un parti intransigeant dans sa lutte envers le capital peut mener victorieusement cette tâche.

Une cinquantaine d'ouvriers étaient présents, malgré le lacrage des 2/3 de nos affiches, le mauvais temps et la concurrence d'autres meetings à grand spectacle. Nos camarades firent justice des petites ordures déversées sur nous, et tirèrent la conclusion des événements espagnols. Ils persuadèrent les ouvriers présents de la justesse de notre ligne politique. Comme par l'habitude nos socialistes et communistes se défilèrent à la contradiction.

La Lutte Ouvrière et Révolution qui ont passablement connu déjà les rigueurs de la « justice » du gouvernement de « Front populaire », seront vendus régulièrement à Levallois, tous les samedis soirs, à partir de 17 h. 30, rue du Marché, et les dimanches matins si possible, au même endroit.

Voilà un premier bilan de notre travail, après une semaine d'existence. Nous ferons beaucoup mieux, nous en sommes convaincus. Vous vous en apercevrez la prochaine fois ! Contre la bourgeoisie et ses valets, nous serons toujours en lutte avec les ouvriers.

Le Secrétaire : DAUDENTHIN André.

Pathé Consortium Cinéma.

## Renvois massifs

Dans cette boîte il y a eu grève et le 18 juin, un accord provisoire était intervenu et avait mis un terme à l'occupation des locaux.

Cet accord provisoire devait être suivi dans un temps assez restreint de la signature du contrat collectif alors en discussion.

Depuis la reprise du travail les délégués patronaux manœuvrèrent de telle sorte que le contrat n'est pas encore signé pour l'industrie du film (personnel administratif).

Là ne se borna pas l'activité patronale. Du freinage aux pourparlers, elle passa à la répression pure et simple. Elle choisit les établissements Pathé-Consortium Cinéma pour lancer un ballon d'essai : envoi de 13 employés dont 3 non syndiqués pour justifier plus amplement le motif de renvoi : pour suppression d'emploi.

Comme par hasard, la plus grande partie des meneurs de la grève fut mise à pied et comme par hasard aussi, pour que la leçon porte bien sur les fruits, on avait choisi parmi ceux qui avaient eu un bon nombre d'années de service (6, 7, 9, 13 ans de services) ou des charges de famille importantes.

A cette mesure de la réaction, le personnel gréviste et syndiqué voulut opposer la grève, mais le délégué de la C.G.T. freina le mouvement, arguant que le front populaire en entier devait soutenir le mouvement révolutionnaire espagnol et montra, de plus, que le moment n'était pas très choisi à cause de la morte saison.

L'idée de grève fut abandonnée, mais le délégué Jarville se garda bien de protester auprès des délégués patronaux.

L'affolement a régné parmi les cégétistes de Pathé Consortium qui voulaient rendre leur carte et se rapprocher des patrons, mais les camarades renvoyés surent leur faire comprendre que la lutte ne faisait que commencer, que leur carte était une vraie carte de combattant, que la section syndicale devrait continuer à se parfaire afin que dans un temps rapproché la lutte se fasse entre la section syndicale forte et armée et la direction, c'est-à-dire plus généralement entre l'union des travailleurs et le patronat jusqu'à complète disparition de ce dernier.

Les camarades congédiés seront toujours militants au sein de leur section syndicale pour en faire triompher l'idée dans sa forme la plus pure.

Ils adressent leurs remerciements les plus chaleureux à leurs camarades du P.O.I. et J.S.R. qui les ont aidés spontanément et de toutes leurs forces.

La Gérante, Suzanne CHARPY

Imprimerie GERBONNET  
27, Rue de la Folie-Régnaud, PARIS

## Formez vos comités contre la vie chère

Ci-dessous la copie d'un télégramme multiple adressé à :

MM. Blum, Rucart, Tasso, Lucchini, Salengro, Billoux (députés) et au préfet.

Une copie est également envoyée aux journaux : Petit Provençal, Petit Marseillais, Marseille-Matin, (journaux locaux, les deux derniers nettement fascistes), Le Populaire, l'Humanité, Rouge-Midi et La Lutte Ouvrière.

« Les postiers de Marseille protestent énergiquement contre augmentation scandaleusement abusive tarifs tramways de cette ville, qui touche exclusivement la masse des travailleurs. Alors que le gouvernement réprime les hausses exagérées, la Municipalité marseillaise ne craint nullement d'aller à l'encontre des directions et des efforts de celle-ci.

« Les postiers sont décidés, avec le concours de toute la population, à mener par tous les moyens, une campagne énergique contre de tels procédés, lesquels ne sont qu'un encouragement officiel pour les spéculateurs et les fauteurs de vie chère. »

Dans tous les départements le prix de la vie augmente, et surtout sur les denrées de première nécessité.

Cette hausse du coût de la vie atteint naturellement les classes laborieuses.

A l'exemple des postiers de Marseille, dans chaque localité, formez vos Comités de lutte contre la vie chère.

Ces Comités doivent entraîner toute la population dans cette lutte contre la vie chère. Mais cependant il faut comprendre que des télégrammes et des résolutions de protestations n'y feront pas grand chose. Il faut dans les cas où c'est possible organiser le boycott des profiteurs, appeler la population à les conspuer, etc. Pour ce qui est des tramways marseillais, cette hausse est d'autant plus écoeuvrante qu'il s'agit d'une municipalité Front Populaire, par ailleurs elle touche les travailleurs qui ne bénéficient plus jusqu'à 8 heures du tarif de 0 fr. 35.

## On voudrait savoir?

Les camarades de l'entreprise Citroën voudraient bien savoir si les cartes de mise en vente par les militants syndicalistes et stalinien qui sont ainsi rédigées :

« Après la signature du contrat collectif ouvrier et celui des employés et techniciens de la métallurgie

Notre camarade TIMBAUD secrétaire du syndicat des Métaux en est un des principaux artisans. Pour faciliter ses déplacements et pour le remercier de sa présence à nos côtés dans la lutte : Offrons-lui une voiture. Participation : 1 franc. »

Donc on voudrait bien savoir si cette voiture sera pour Timbaud ou pour le syndicat, car nous ne sommes nullement disposés à favoriser l'arrivisme et le profitariat.

A noter : que les ouvriers de chez Citroën ont déjà offert à Timbaud une montre de valeur. Alors si l'on veut continuer dans la voie des cadeaux il faudra se cotiser pour lui acheter une maison de campagne en attendant de pouvoir lui offrir un château (sic) pour qu'il puisse se reposer des fatigues qu'il a eu à nous décrocher les contrats collectifs.

La Cellule J.S.R. de Citroën.

## Adh'erez au P.O.I.

Les camarades qui ont compris la capitulation définitive de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale en face de la guerre et qui ne sont pas décidés à capituler eux aussi devant la vague chauvine, les camarades qui ont compris que seul un parti révolutionnaire pourra mener jusqu'au bout la lutte révolutionnaire en temps de paix, comme en temps de guerre afin d'établir la dictature du prolétariat, envoient leur adhésion au Parti Ouvrier Internationaliste (bolchévique léniniste), Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Nom .....

Profession .....

Adresse .....

Prénoms .....

déclare demander mon adhésion au P.O.I. (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale).

A envoyer au Secrétaire du P. O. I.

## Bâtimenteux, prenez garde!

\*\*\*

La grève ayant été terminée le samedi 18 juillet après la signature du cahier de revendications par les représentants patronaux, le syndicat avait donné l'ordre de la reprise du travail pour le lundi.

Nous nous sommes aperçus depuis, comment certains de ces messieurs, faisaient honneur à leur signature. Le lundi, par exemple, M. Mourel, président du syndicat patronal a renvoyé presque la totalité de nos camarades étrangers ; M. Guiet, gros exploitateur comme M. Mourel, a suivi son exemple.

M. Mourel Gabriel a payé les manœuvres de 50 cm. à 1 fr. au-dessous du tarif de base.

M. Mourel, entrepreneur d'électricité, l'homme qui a gagné sa fortune à la sueur de son front (dit-il), a donné à ses monteurs 4,50 au lieu de 5 fr., ceux-ci ayant réclamé, il les a renvoyés sans leur payer le congé auquel ils avaient droit, et en leur délivrant des certificats d'aides-monteurs ; et plusieurs autres qu'il serait trop long d'énumérer, tant ils sont nombreux.

Donc vous vous rendez compte, camarades, que la lutte n'est pas encore terminée, que maintenant plus que jamais on doit se serrer les coudes et montrer au patronat rapace, que s'il ne veut pas respecter ses engagements, nous sommes décidés à les lui arracher par tous les moyens.

Il faut exiger que les responsables ne prennent pas la tâche qu'ils ont acceptée à la légère, car on peut s'apercevoir qu'il s'est passé plus de 8 jours sans y avoir eu de réunion générale pour prendre les dispositions nécessaires pour pallier aux abus du patronat et faire respecter nos droits ; exiger qu'il y ait des délégués sur tous les chantiers et qu'aucun renvoi ne soit fait sans qu'ils soient consultés.

Camarades, en avant pour la lutte ouverte contre le patronat et son abolition et contre tous ceux qui freinent ou entravent votre lutte !

Adh'erez au Parti Ouvrier Internationaliste.

## La grève chez Graff

Dans cette Brasserie, il faut payer pour travailler. Le patron se vante d'avoir fait — rien que sur le pourcentage prélevé sur les pourboires encaissés 75.000 fr. en 1935. Il refuse de donner satisfaction à ses employés ou même d'accepter les propositions de conciliation gouvernementales. Devant cette intransigeance, 50 employés continuent leur lutte qui dure depuis 2 mois. Ils occupent toujours la brasserie.

Des camarades de Toulon nous écrivent et nous adressent la lettre ci-dessous :

## Lettre à la C.A.

C. G. T. — TOULON

Camarades, Nous attirons votre attention sur la situation misérable des camarades embauchés sous le régime de la régie dans l'arsenal.

En présence de l'augmentation continue du coût de la vie les salaires des camarades en régie, malgré la parcimonieuse augmentation prévue, demeurent tout à fait insuffisants.

Les ouvriers syndiqués de la régie de Millau ont élaboré le cahier des revendications suivantes, que nous vous soumettons afin que vous y apportiez vos suggestions et votre concours.

1<sup>o</sup> En attendant l'abolition de l'odieuse système de la régie, qui ne vise qu'à faire gagner de l'argent aux marchands d'hommes de Toulon. (L'admission dans les rangs de l'Administration de l'Etat devra se faire suivant l'ancienneté et la charge de famille et non suivant la fantaisie des chefs de service ou d'autres influences occultes.)

Nous estimons que le syndicat du Port doit apporter son contrôle à l'admission des intéressés.

2<sup>o</sup> L'augmentation de salaire prévue par l'administration qui porte à 29 fr. 60 la journée de 8 heures de travail ce qui fait une moyenne de 685 fr. par mois et par conséquent 22 fr. 50 par jour pour vivre avec sa famille car il faut manger même le dimanche. Avec le coût de la vie actuelle, c'est nettement insuffisant.

Les camarades en régie pensent qu'avec le concours actif du syndicat notre salaire minimum doit être porté à 33 fr. (minimum vital pour un travailleur).

3<sup>o</sup> Nous désirons bénéficier des avantages accordés aux ouvriers des arsenaux de l'Etat. (Fêtes nationales) Congés exceptionnels. Bleus de travail. Soins médicaux. Infirmerie et Hôpital Ste-Anne. Congés payés, droit aux douches, à la coopérative.

## Chez Lanotte-Allez fres

\*\*\*

Lanotte est ce singulier Conseiller Municipal fasciste du Quartier du Mail, qui prenait le Conseil général de la Seine pour une succursale des Anciens Etablissements Allez Frères.

Naturellement, lors de son élection en remplacement de Léopold Bellan, le fasciste Lanotte n'a pas manqué d'informer ses électeurs, par tracts et affiches, et de faire son programme, du slogan :

« Candidat de Progrès Social. »

M. Lanotte est directeur des Magasins Allez Frères, il peut donc appliquer son slogan dans sa propre maison.

Car les employés d'Allez et de la S. A. T. R. E. L. commencent un peu à être de l'avis des électeurs du 2<sup>e</sup> arrondissement, ils trouvent que le Conseiller (qui n'est pas un payeur) se fout royalement de son programme.

La maison des bancs de métro, qui sont d'une saleté repoussante, ressemble un peu à l'armée du Guatemala ; il y a presque autant de chefs que d'employés.

Naturellement pour le vote des délégués du personnel, notre curieux Conseiller, entendait faire voter les chefs avec les employés, et de ce fait « conserver la majorité avec le Syndicat professionnel » que n'a pas manqué de créer la fraction Feue les Croix.

Donc pas de délégué de personnel Cégétiste.

Les 40 heures, ni même les 48 ne sont appliquées. On nous signale l'autre part sept renvois, tous de Cégétistes. Il faut que cela cesse, Monsieur le Conseiller Municipal, vos électeurs seront informés de la carence de votre programme de progrès social et vous retrouveront hélas que dans quatre ans ; en attendant, pas de chantage à la fermeture les travailleurs sont prêts à prendre votre suite.

## La leçon de l'Espagne

Suite de la première page

Mais ici cette exclamation nous interromp : « Comment peut-on disordre le corps des officiers ? Car cela signifie détruire l'armée et laisser le pays désarmé en face du fascisme. Hitler ou Mussolini n'attendent que cela ! » Tous ces arguments sont bien connus depuis longtemps. C'est ainsi que raisonnaient les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks russes en 1917. C'est ainsi qu'raisonnaient les chefs du Front Populaire espagnol. Les ouvriers espagnols ont cru à moitié ces raisonnements, tant qu'ils ne s'étaient convaincus par expérience, que l'en mené fasciste le plus proche se trouvait dans l'armée espagnole. Ce n'est pas pour rien que notre vieux ami Karl Liebknecht a enseigné : « L'ennemi principal est dans notre propre pays ! »

L'Humanité implore en larmoyant que l'on épure l'armée des fascistes. Mais quel prix à cette supplication ? Voter les crédits pour le maintien du corps des officiers, entrer en alliance avec Daladier et à travers lui avec le capital financier, confier l'armée à Daladier, — et en même temps réclamer que cette armée foncièrement capitaliste serve le « peuple » et non le capital, — signifie, soit tomber dans l'idiotie complète, soit tromper consciemment les masses travailleuses.

« Mais nous ne pouvons pas rester sans armée, — répètent les chefs socialistes et communistes, — car nous devons défendre notre démocratie et avec elle l'Union soviétique contre Hitler ! » Après la leçon de l'Espagne il n'est pas difficile de prévoir les conséquences de cette politique, aussi bien pour la démocratie que pour l'Union soviétique. Ayant choisi le moment favorable, le corps des officiers, la main dans la main avec les ligues fascistes dissoutes, passera à l'offensive contre les masses travailleuses et, s'il remporte sur elles la victoire, écrasera les misérables restes de la démocratie bourgeoise et tendra la main à Hitler pour une lutte commune contre l'U. R. S. S.

Il est impossible de lire sans colère et sans un franc dégoût les articles du Populaire et de l'Humanité sur les événements d'Espagne. Ces gens n'apprennent rien. Ils ne veulent rien apprendre. Ils ferment consciemment les yeux devant les faits. Pour eux, la principale leçon est qu'il faut à tout prix maintenir l'unité du Front Populaire, c'est-à-dire l'unité avec la bourgeoisie, l'unité avec Daladier.

Assurément, Daladier est un grand démocrate. Mais peut-on douter même un instant que, à côté du travail officiel dans le ministère Blum,

## Chez Parent

\*\*\*

En grève, depuis le 4 juin, les ouvriers de chez Parent on tenu jusqu'au bout pour obtenir entière satisfaction, malgré les visites des trois de feu payés par le patron. Les ouvriers furent admirables de cran et de courage, malgré les 44 jours de grève et de privations : en effet dès e début ils n'avaient même pas de quoi manger, car malheureusement dans ce quartier les commerçants ont peu nombreux pour aider ces camarades. Il faut également remarquer le cran des délégués qui luttèrent vaillamment jusqu'au bout pour maintenir le moral. Les femmes doivent être tenues comme modèle pour leur attitude courageuse.

Un de nos camarades J.S.R. prit la parole en tant que délégué de l'Internationale pour les aider et les encourager. Ils ont arraché au patron des augmentations allant de 0 fr. 30 à 1 fr. 25 ; ce qui représente une belle victoire.

Un ouvrier de chez Parent.

## Congrès de la Ligue internationale scolaire pour la Paix.

Le Congrès de la L.I.S.P. réunissait, les 22 et 23 juillet, à Bruxelles, les jeunes délégués scolaires de différents pays, France, Belgique, Angleterre, etc.

Les jeunes étudiants votèrent avec enthousiasme des motions contre la Défense Nationale, contre l'Union sacrée et les deux ans.

Ils demandèrent en outre, une amnistie totale et complète.

ROXEN.

Dans le prochain numéro de « La Lutte » paraîtra une lettre ouverte de notre camarade Alain Behel, à Tanguy-Prigent, député du Finistère.

N.D.L.R.

Il mène un grand travail non-officiel dans l'Etat-Major, dans le corps des officiers. Là, il y a des gens sérieux, qui savent regarder en face les faits, et ne pas se griser de rhétorique creuse, à la manière de Blum. Là ils se préparent à toutes les surprises. Daladier se concerta sans aucun doute avec les chefs militaires sur les mesures nécessaires pour le cas où les ouvriers manifesteraient une activité révolutionnaire. Les généraux, assurément, vont volontiers au devant de Daladier. Et entre eux les généraux se disent : « Supportons Daladier, tant que nous ne serons pas venu à bout des ouvriers, et alors nous mettrons un maître plus fort ». Entre temps les chefs socialistes et communistes répètent de jour en jour : « notre ami Daladier ». L'ouvrier doit leur répondre : « Dis-moi quel est ton ami, et je te dirai qui tu es ! ». Des gens, qui confient l'armée à l'ancien agent du capital, Daladier, sont indignes de la confiance des ouvriers.

Assurément, le prolétariat d'Espagne, comme celui de France, ne veut pas rester désarmé en face de Mussolini ou de Hitler. Mais pour se défendre contre eux, il doit écraser l'ennemi dans son propre pays. Impossible de renverser la bourgeoisie, sans briser le cadre des officiers. Impossible de briser le corps des officiers, sans renverser la bourgeoisie. Dans toute contre-révolution victorieuse les officiers ont joué le rôle décisif. Toute révolution victorieuse, si elle a un profond caractère social, a détruit l'ancien corps des officiers. C'est ainsi qu'agit la Grande Révolution française à la fin du dix-huitième siècle. C'est ainsi qu'agit la Révolution d'Octobre en 1917. Pour se décider à une telle mesure, il faut cesser de se trainer à genoux devant la bourgeoisie radicale. Il faut créer la véritable alliance des ouvriers et des paysans contre la bourgeoisie, y compris la bourgeoisie radicale. Il faut faire confiance à la force, à l'initiative, au courage du prolétariat. Il saura amener à lui le soldat. Ce sera l'alliance véritable, et non pas tréfilée, des ouvriers, des paysans et des soldats. Une telle alliance se crée et se trempe actuellement dans le feu de la guerre civile en Espagne. La victoire du peuple signifiera la fin du Front Populaire et le commencement de l'Espagne soviétique. La révolution sociale victorieuse en Espagne se répandra inévitablement sur le reste de l'Europe. Pour les bourreaux fascistes d'Italie et d'Allemagne elle sera incommensurablement plus terrible que tous les pactes diplomatiques et toutes les alliances militaires.

Le 30 juillet 1936.

L. TROTSKY.